

Loi n° 89-20 du 22 février 1989 réglementant l'exploitation des carrières

Au nom du Peuple;

La chambre des députés ayant adopté;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Chapitre II : Des autorisations d'exploitation des carrières et de leur renouvellement

Article 5

Principe d'autorisation

Toute activité de carrière est soumise à une autorisation de l'administration compétente suite à une reconnaissance préalable des lieux et après avis de la commission consultative des carrières concernée.

L'obtention de l'autorisation est assujettie à la signature par le pétitionnaire d'un cahier des charges fixant l'ensemble des obligations générales et particulières qui lui incombent.

Article 6

Forme de la demande et quittance de droit

Toute personne physique ou morale qui projette d'exploiter une carrière est tenue d'adresser à l'administration compétente chargée d'accorder les autorisations des carrières les pièces suivantes : une demande indiquant le lieu, le mode et la capacité prévisionnelle de son exploitation, une quittance de versement auprès de la recette des Finances d'un droit Fixe d'institution, de renouvellement ou prorogation de 50 dinars pour les carrières à caractère artisanal et de 100 dinars pour les carrières à caractère industriel.

Pour les personnes physiques ou morales de nationalité étrangère, l'autorisation d'exploiter une carrière leur est accordée suite à une convention entre l'Etat tunisien et l'opérateur et après sa ratification par la loi.

Toutefois pour les grands projets d'équipement du territoire dont l'exécution est confiée à une entreprise étrangère dans le cadre d'un marché public ayant fait l'objet d'un appel d'offres international et dont l'approvisionnement en produit de carrière revêt une importance particulière pour la réalisation de ces projets, l'autorisation d'exploiter une carrière peut être accordée conformément aux dispositions de la présente loi sur demande du Ministre chargé du suivi des projets concernés.

Article 7

Motifs de refus d'une demande

L'autorité administrative compétente chargée d'accorder les autorisations des carrières peut rejeter une demande d'autorisation d'exploitation sous forme d'une décision motivée pour des raisons de sécurité, salubrité, hygiène, tranquillité publique, de protection de l'environnement, de préservation des zones soumises à réglementation spécifique ou pour inobservation de la législation en vigueur telle que le code des eaux, le Code Forestier, la législation relative à la protection de terres agricoles et le Code de l'Urbanisme.

Article 8

Etudes à l'appui de la demande suite à la reconnaissance des lieux et en cas de non rejet de la pétition par l'application de l'Article 7 de la présente loi, le demandeur devra compléter son dossier par les documents qui seront fixés par l'arrêté du ministre chargé de l'activité des carrières, et qui comporteront notamment une analyse des effets nocifs prévisibles de l'exploitation sur l'environnement et des mesures adéquates à prendre pour prévenir, réduire ou maîtriser ces effets.

Cette analyse prendra la forme :

- d'une étude d'impact pour les carrières à caractère industriel,
- et d'une notice d'impact pour les carrières artisanal.

Un arrêté cité à l'article 2 de la présente loi fixera le contenu et la forme de l'étude ou de la notice d'impact, ainsi que la liste des bureaux d'études agréés pour leur réalisation.

Article 9

Durée de validité de l'autorisation

La durée maximale de validité de l'autorisation ne peut dépasser les cinq ans pour les carrières à caractère industriel, et trois ans pour les carrières à caractère artisanal.

La demande tendant à obtenir le renouvellement ou la prorogation de la durée de l'autorisation, doit, à peine de nullité, être présentée quatre mois avant l'expiration de la validité et satisfaire aux conditions prévues par les Articles 5 et 7 de la présente loi.

Article 10

Prorogation de l'autorisation

S'il n'est pas statué sur la demande de renouvellement ou de prorogation avant la date d'expiration, de l'autorisation celle-ci est prorogée d'office sans autre formalité jusqu'à ce que la décision de l'administration compétente soit intervenue.

La date d'effet du renouvellement ou de la prorogation commence à compter du jour où l'autorisation est venue à expiration normale.

Article 11

Changement d'exploitant

Tout changement d'exploitant ou de catégorie d'exploitation doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par l'administration compétente. Un arrêté du Ministre dont relève l'Article des carrières fixera les conditions de ce changement.

Tunis le 22 février 1989

Zine El Abidine Ben Ali

Loi n° 98-95 du 23 novembre 1998 complétant la loi n° 89-20 du 22 février 1989 relative à l'exploitation des carrières

Au nom du peuple,

La chambre des députés ayant adoptée,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique

L'article 6 de la loi n° 89-20 du 22 février 1989 relative à l'exploitation des carrières est complété par un paragraphe.4 dont la teneur suit :

Article 6 (paragraphe 4) : L'autorité administrative compétente peut délivrer une autorisation aux personnes physiques ou morales de nationalité étrangère qui investiraient dans un domaine nécessitant l'utilisation de produits de carrières et ce sur demande du ministre chargé du suivi des projets d'investissement concernés.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 23 novembre 1998.

Zine El Abidine Ben Ali